

Conte aussi installe son pays dans une dictature jamais vue dans l'histoire de la République italienne

écrit par Gigoblu | 15 octobre 2020



Pour asseoir ses pleins pouvoirs, pour ne pas dire sa dictature, Giuseppe Conte a prolongé l'état d'urgence sanitaire au moins jusqu'au 31 janvier prochain, ce qui l'autorise à prendre seul, toutes les dispositions qu'il juge utile pour s'assurer de son fauteuil.

Et notre Ministre de la santé Speranza (qui signifie espérance sic ...) a lancé publiquement à la télé un appel à la délation au cas où tu voudrais faire la fête chez toi. Il a demandé au gens de dénoncer leurs voisins aux flics... On est vraiment dirigés par des fous dangereux.

–Depuis hier, les journalistes qui assurent l'information n'ont plus accès à son bureau (Palazzo Chigi) sans une accréditation spéciale et une autorisation du commissariat de police ! Histoire de s'assurer que seuls seront autorisés ceux qui « servent la soupe » du Régime. Du jamais vu dans l'histoire de la République italienne !

–Depuis hier, le port du masque est obligatoire partout en rue et dans tous les lieux clos. Masque fortement recommandé à la maison. Tu peux inviter 6 personnes maximum chez toi et si elles ne sont pas de la famille, elles doivent porter le masque. Ci-dessous la video d'une sexologue psychologue reconnue qui recommande fortement et tout-à-fait sérieusement le port du masque lors des rapports sexuels. Elle a vraiment besoin d'un psychiatre ... C'est toute la société qui est en train de capoter ...

<https://video.repubblica.it/salute/medicina-e-ricerca/sexo-e-covid-l-esperta-solo-con-la-mascherina/368935/369515>

–Les amendes prévues en cas d'infraction démarrent au minimum à 400€ et jusqu'à 1000€ ! (en comparaison, dans deux pays au niveau de revenus bien plus élevé, tels la France et la Belgique, celles-ci sont fixées respectivement à 135€ en France et 250€ en Belgique, bande de veinards). En Italie, 400€ représentent la moitié du salaire mensuel du revenu de millions de personnes. Et j'ai pu constater de visu ce matin que la police patrouille pour identifier sans pitié les contrevenants. L'Italie compte 146 villes de plus de 50 000 habitants. Si l'on compte une moyenne de 20 infractions verbalisées chaque jour à 400€ pour chacune de ces villes, on arrive à des montants journaliers minimum de 1168000€. L'Italie compte aussi 7904 communes. Si chacune d'elle verbalise 10 personnes à 400€/jour, cela assure à l'Etat italien un « retour sur investissement » journalier de $7904 \times 4000 = 31616000€$, soit jusqu'au 31/01/2021 des rentrées de 35.409920 milliard d'€. (pour ce prix là, on imagine facilement le zèle de certains flics qui recevront probablement des « dividendes » pour services rendus ...). Il faut reconnaître que Giuseppe Conte et son équipe de voyous et de ripoux sont d'excellents gestionnaires de crises ...

Pour éviter de vous provoquer la migraine, je vous fais grâce ici de la liste longue comme un jour sans pain des nouvelles restrictions imposées aux Italiens qui plongent des milliers de familles dans la pauvreté, le désespoir et la peur.

J'essaye d'identifier les mesures qui me paraissent les plus graves au fur et à mesure qu'elles se présentent ici en Italie (et aussi en Belgique que je connais bien évidemment). Ici en Italie, voici les mesures coercitives les plus graves à mes yeux ainsi que quelques réflexions personnelles :

1. Le montant anormalement élevé des amendes augmente la terreur des esprits. Aujourd'hui, à Venise, un jeune couple qui se promenait sans masque en rue s'est fait agresser par un covidien enragé qui a blessé l'homme au visage et celui-ci a dû recevoir des soins à l'hôpital. Le but du gouvernement est clair, obtenir le consentement et la collaboration de la majorité de la population contre les résistants.
2. L'intrusion progressive dans l'espace privé des gens pour les contrôler (jusque dans leur lit !).
3. Créer un climat de peur, de méfiance et de délation dans des activités qui, jusqu'ici, étaient parfaitement normales et jusque dans les détails. En effet, pourquoi interdire la vente d'alcool après 21h si ce n'est pour habituer les gens à la soumission ? Etc. etc.

A mes yeux, il y a une forte opposition entre le modèle américain (qui est aussi malheureusement dans la tourmente) et le modèle chinois qui semble être celui que l'on cherche à établir chez nous. Avec en prime chez nous l'invasion migratoire et l'idéologie de l'islam qui prône justement la soumission. Nous vivons assurément un moment charnière de l'histoire de l'humanité et le résultat des élections US

seront déterminantes pour notre avenir. Dans ma science fiction, si Trump perd, nous serons rapidement fichus. La Chine deviendra la première puissance mondiale. L'islam s'imposera dans un premier temps chez nous avant de se faire écraser par l'Empire du milieu qui lui est infiniment supérieur. N'oublions pas que les deux se détestent et ne peuvent subsister ensemble. Si Trump parvient à l'emporter et à rétablir l'ordre chez lui, nous aurons peut-être un sursis pour inverser la vapeur pour un temps. A condition de parvenir à nous débarrasser de nos dirigeants mondialistes corrompus et de rétablir nos nations et nos frontières. C'est ma vision des choses en l'état actuel.

Enfin, cerise sur le gâteau, voici le sort réservé à Salvini au milieu de toute cette tourmente :

- Pour la première fois en Europe, un tribunal va juger un ministre – qui a été en charge des problèmes de sécurité– parce qu'il a empêché un bateau de migrants d'accoster jusqu'à ce qu'un accord de répartition de ces nouveaux arrivants ait lieu en Europe ... Jusque-là, l'Europe n'avait jamais offert la moindre aide à l'Italie.
- La classe politique italienne qui, des années durant, a eu pour politique migratoire de capituler face aux flux de migrants illégaux – un trafic organisé par des mafias criminelles – a décidé d'envoyer Salvini devant un juge pour avoir fait ce qu'elle-même n'avait pas eu le courage de faire : défendre les frontières de l'Europe.
- Une règle non écrite semble indiquer que des dizaines de milliers de personnes peuvent s'embarquer en Libye en direction de l'Italie sans contrôle, sans dissuasion, et sans que le pays d'accueil puisse exercer son droit à la légitime défense face à un tsunami migratoire historique.
- L'Italie envoie à l'Europe et au reste du monde libre un bien inquiétant message : quiconque, dans l'exercice de

ses fonctions, défend les frontières de son pays et tente d'arrêter l'immigration illégale massive peut se retrouver jugé et emprisonné.

« Mon seul regret dans cette affaire est que je vais devoir expliquer à mes deux enfants que leur père n'est pas jugé parce qu'il est un criminel, mais parce qu'il a défendu son pays », a [déclaré](#) Matteo Salvini le jour où le Parlement italien l'a déchu de son immunité pour qu'il puisse être jugé.

Pendant des années, la classe politique italienne a eu pour politique migratoire de baisser les bras devant les flux d'immigrants illégaux – généralement organisés par des mafias criminelles. L'Europe de son côté n'a jamais levé le petit doigt. Aujourd'hui, ces « élites » – hommes politiques, faiseurs d'opinion, journalistes – ont décidé d'envoyer Mattéo Salvini devant un juge parce qu'il a eu le courage qu'ils n'ont jamais eu, de défendre les frontières de l'Italie.

Salvini risque 15 ans de prison pour « enlèvement ». Sa mise en examen remonte à 2019. A cette époque, en poste au ministère de l'Intérieur, il avait empêché un navire garde-côtes de débarquer sur la cote italienne, les migrants clandestins qu'il avait repêché en mer cinq jours auparavant. Salvini a déclaré qu'il défendait son pays et qu'il agirait de même encore aujourd'hui. « Je pars avec une conscience propre, et avec la fierté de savoir que j'ai défendu l'honneur de l'Italie », a-t-il [posté](#) sur Facebook.

Quand il a été nommé à l'Intérieur, Salvini a adopté une ligne dure à l'égard des migrants. Il a bloqué l'accès des ports italiens aux navires de sauvetage en mer et a fait voter une loi qui autorise la saisie et la mise à l'amende des navires qui transportent des migrants.

Le 26 juillet 2019, Salvini a [interdit](#) que le *Gregoretto* qui venait d'atteindre la côte est de la Sicile débarque son contingent de migrants. « J'ai ordonné qu'aucun port italien

ne soit accessible avant qu'une clé de répartition des 140 migrants présents à bord ne soit mise en place en Europe » a-t-il déclaré. Immédiatement après l'accostage du navire – quelques pays européens s'étant proposés pour héberger les migrants – un procureur a ouvert une instruction pour enlèvement contre Salvini.

Salvini a par la suite [justifié](#) sa décision ainsi : « un délai s'est avéré nécessaire pour organiser la répartition des migrants dans d'autres pays européens, avec la pleine implication du gouvernement italien ». A l'époque, l'Italie avait [désespérément besoin](#) d'un accord de répartition et l'Europe n'avait pas [bougé](#) le petit doigt. Comme l'a [déclaré](#) à l'époque Edi Rama, premier ministre albanais, « l'Italie a été abandonnée par l' Europe sur la question des migrants ».

Cela peut paraître mélodramatique, mais Salvini a compris que ce qui était en jeu, c'était la survie de l'Italie telle que nous la connaissons. Un rapport du [Centre Machiavel](#) indique que si les tendances actuelles se maintiennent, d'ici 2065, le nombre des immigrants de première et deuxième génération dépassera les 22 millions de personnes. Ils représenteront plus de 40% de la population totale d'un pays, l'Italie, dont le taux de natalité « [s'est effondré](#) ».

Pour la première fois en Europe, un tribunal est appelée à juger un ministre – précisément celui qui était en charge de la sécurité du pays – qui aura bloqué des migrants dans un port en attendant qu'un accord de répartition soit mis en place en Europe.

Une règle non écrite veut que des dizaines de milliers de personnes peuvent s'embarquer en Libye en direction de l'Italie sans contrôle, sans dissuasion, et sans que le pays d'accueil puisse se prévaloir d'un quelconque droit de légitime défense face à ce tsunami migratoire historique.

En fermant les frontières, en infligeant des amendes aux ONG

et en rendant plus difficile l'accès aux côtes italiennes, Salvini a pu réduire les flux entrants de migrants, quitte à ce que cela se traduise par la [mort](#) tragique de migrants en Méditerranée. Mais depuis quand un pays a-t-il l'obligation d'apporter son aide à des trafiquants industriels de main d'œuvre ?

La politique d'immigration de Salvini votée en 2018, a réduit considérablement le nombre des arrivées de migrants. Celui-ci est passé de 119 369 en 2017 à 23 370 en 2018 – soit une baisse de 80%, [selon](#) les Nations Unies.

L'année dernière cependant, après le départ de Salvini, le nombre de migrants a triplé. [Selon](#) le ministère de l'Intérieur, en 2019, alors que Salvini était ministre de l'Intérieur, 7894 migrants sont arrivés en Italie. Aujourd'hui, au cours des neuf premiers mois de 2020, 24 332 migrants ont débarqué et [circulent librement](#) dans toute l'Italie et dans le reste de l'Europe.

L'Italie a récemment dû [envoyer la troupe](#) pour empêcher les migrants de rompre leur mise en quarantaine pour cause de coronavirus. Des « [ports fermés](#) » de Salvini à l'anarchie, la distance est faible.

Le lendemain du jour où a débuté le procès de Salvini, le gouvernement a [assoupli](#) les règles sanctionnant les ONG qui favorisent l'arrivée de migrants clandestins.

Aujourd'hui, l'Italie envoie un message inquiétant à l'Europe et au reste du monde libre : quiconque occupant des fonctions officielles défend les frontières de son pays et tente d'arrêter l'immigration illégale peut se retrouver jugé et emprisonné. Nous assistons au suicide d'un pays et d'un continent.

La véritable horreur dans cette mascarade est que l'Italie refuse [toujours l'accostage de navires](#) transportant des migrants mais persiste à punir Salvini. Comprenne qui pourra !

Giulio Meotti, rédacteur culturel à Il Foglio, est un journaliste et auteur italien.

lire la suite ici :

<https://fr.gatestoneinstitute.org/16636/italie-migrants-frontieres>